



APPEL AUX COLLÈGES DU CALVADOS

On ne veut pas de collèges-usines !

Le 8 septembre dernier, nous, personnels, élèves et parents du collège du Val de Vire, à Vire, avons appris, par voie de presse, que notre collège de quartier devait fermer à la rentrée prochaine.

Nous ne sommes pas le premier collège à faire les frais de la méprisante politique du Conseil Départemental, et en particulier de son président (Jean-Léonce Dupont) : avant nous, Cabourg, puis Colombelles, Port-en-Bessin.

Mais nous voulons être le premier à contre-carrer ses projets funestes afin de stopper ce mouvement de fermeture : sinon, qui sera le prochain ? Le collège de Saint-Sever ou Vassy, nos voisins, Trévières, Livarot ou d'autres, ceux qui « vivent à 230 élèves » comme le dit Coraline Brison-Valognes ?

Il faut que cela s'arrête. Le collège de Colombelles n'aurait jamais dû fermer. La preuve en est que, faute de place suffisante pour tout le monde, les élèves scolarisés à Mondeville sont invités à aller au collège d'Henri Brunet, en centre-ville de Caen ! Et on nous justifie les fermetures par la nécessité de mixité sociale. Mais de quelle mixité parle-t-on alors ? Qui aura les moyens de scolariser ses enfants en centre-ville de Caen ?

Dans la périphérie de Caen, plus au sud, les collèges arrivent à saturation, de Ifs à Verson, en passant par Saint-Martin de Fontenay : qu'est-il prévu pour éviter d'entasser les élèves dans des collèges-usines ?

Car c'est bien de cela dont il s'agit : entasser les élèves dans de grosses structures, fermer les petites et faire des économies d'échelle sur le dos des enfants...

C'est pour cela que nous devons collectivement affirmer notre opposition aux choix politiques du Conseil Départemental. Nous vous invitons donc à nous rejoindre mercredi 28 septembre à 14h30, devant le Conseil Départemental à Caen.

Nous demanderons une audience et nous avons besoin de votre soutien comme nous pourrons vous soutenir dans vos revendications propres ! Collectivement, notre voix portera davantage.

Non aux collèges usines, oui aux services publics de proximité plus à même de répondre aux besoins des élèves !